

**PREFECTURE DU RHONE**

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 03 DEC. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3<sup>ème</sup> Bureau  
Environnement industriel

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE  
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 régissant le fonctionnement des activités de la société PERRIGAULT dans son établissement situé ZAC Les Gouchoux à SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

VU le rapport du 26 novembre 2009 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de ST JEAN-D'ARDIERES exploité par la société PERRIGAULT a permis à l'inspecteur des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- la capacité de rétention de l'ensemble de la chaîne de traitement de surfaces d'un volume supérieur à 1000 litres n'est pas équipée d'un déclencheur d'alarme en point bas (article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006),
- l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer si un système de disconnection sur le raccordement au réseau d'eau public avait été installé (article 15 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006),
- le dispositif susceptible d'arrêter promptement l'alimentation en eau du procédé n'a pas été mis en place (article 15 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006),

../..

- la consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique » n'a jamais été calculée (article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006),
- les mesures, par un organisme agréé, des émissions atmosphériques n'ont pas été réalisées (point 3.2 de l'article 2 et point 2.1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000),
- la hotte permettant de canaliser les émissions atmosphériques telle que prévue dans le dossier de demande d'autorisation initial du 27 septembre 1999, complété le 19 novembre 1999, n'a pas été installée (point 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000) ;

CONSIDERANT donc que la société PERRIGAULT ne respecte pas pour l'exploitation de ses installations de SAINT-JEAN-D'ARDIERES certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 susvisés ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à respecter les dispositions prévues aux articles 6-I, 15 et 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité et celles des points 3.2 de l'article 2, 2.1 de l'annexe 3 et 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 visé ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société PERRIGAULT, ZAC Les Gouchoux à SAINT-JEAN-D'ARDIERES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6-I, 15 et 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé et celles des points 3.2 de l'article 2, 2.1 de l'annexe 3 et 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 précité.

A cet effet, l'exploitant devra :

- *sous un mois*, faire réaliser, par un organisme agréé, un contrôle des rejets atmosphériques,
- *sous trois mois* :
  - équiper la capacité de rétention de l'ensemble de la chaîne de traitement de surfaces d'un déclencheur d'alarme en point bas,
  - installer un système de disconnection sur le raccordement général au réseau d'eau public ainsi qu'un dispositif susceptible d'arrêter promptement l'alimentation en eau du procédé, proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible,

../..

- calculer la consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique »,
  - *sous six mois*, installer une hotte, ou tout autre dispositif équivalent, permettant de capter et de canaliser les émissions atmosphériques comme cela était prévu dans le dossier de demande d'autorisation initial.

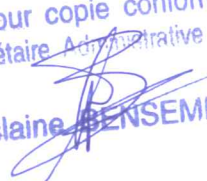
Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.


**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-JEAN-D'ARDIERES,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée  
  
Ghislaine BENSEMHOUN

Lyon, le 03 DEC. 2009  
Le Préfet,  
  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
René BIDAL